



Après le Parlement Européen, c'est au tour de la PGA (Action Mondiale des Parlementaires) de monter au créneau contre le Cameroun.

L'Action Mondiale Parlementaire (en anglais Parliamentarians for Global Action ou PGA) est une organisation apolitique à but non lucratif qui rassemble environ 1400 législateurs librement élus de 140 pays démocratiques. Elle a été fondée en 1979 à Washington sous le nom de Action parlementaire pour l'ordre mondial (en anglais Parliamentarians for World Order) et s'est engagée dans un ensemble d'initiatives concrètes visant à promouvoir la démocratie, la paix, la justice ou encore le développement durable dans le monde entier. Pour cela, elle s'attache à informer, rassembler et mobiliser les parlementaires.

Son siège est installé à New York, à proximité de celui des Nations unies. Le PGA se félicite de l'adoption de la résolution du Parlement européen sur le Cameroun et demande la libération immédiate du leader de l'opposition, le professeur Maurice Kamto, et de tous les prisonniers politiques.

Sur proposition de tous les groupes politiques, le Parlement européen a adopté le 18 avril 2019, lors de sa dernière session plénière de la législature 2014-2019, une résolution pivot condamnant les violations flagrantes des droits de l'homme perpétrées au Cameroun contre des opposants et des dissidents.

La résolution condamne l'arrestation de membres de l'opposition pour des motifs politiques, à commencer par l'ancien candidat à la présidence, le professeur Maurice Kamto, éminent juriste qui a été juge à la Cour internationale de justice et membre de l'Académie de droit international de La Haye.

Le réseau mondial PGA appelle toutes les instances concernées de la communauté internationale à prendre des mesures pour rétablir la démocratie et le respect des droits de l'homme dans le respect de l'état de droit au Cameroun.

En particulier, PGA appelle l'Union africaine, les Nations unies et tous les partenaires du Cameroun, y compris l'Union européenne dans le cadre de l'accord de Cotonou révisé entre l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique (ACP) et l'UE, à demander au gouvernement du Cameroun de s'abstenir de s'ingérer dans l'indépendance et l'autonomie des juges et des procureurs.

L'autorité des juges et des procureurs ne doit pas être utilisée de manière à éliminer les opposants politiques au Gouvernement et à les maintenir en détention. Au sujet de tous les acteurs politiques au Cameroun, la présidente de la PGA, Mme Margareta Cederfelt de Suède, a déclaré: « J'exhorte la Présidence de la République et tous les acteurs constitutionnels de la République du Cameroun à ouvrir une nouvelle phase de dialogue pacifique avec l'opposition politique et les groupes minoritaires en vue de susciter le renouveau démocratique dans l'intérêt de toutes communautés et personnes vivant au Cameroun. La libération immédiate du professeur Maurice Kamto montrerait clairement que la République du Cameroun est prête à être un partenaire de confiance et pacifique de la communauté internationale dans la lutte commune pour la paix, la démocratie, le développement durable et les droits de l'homme dans le respect du droit . »
